

LEVONS-NOUS EN MASSE

CONTRE LE GOUVERNEMENT MACRON
ET SA RÉFORME !

Ce samedi 29 février, Macron et son gouvernement ont fait le choix d'utiliser à des fins politiciennes la crise sanitaire hyper médiatisée qui sévit en France, comme dans le monde.

Le 1^{er} ministre a profité du Conseil des ministres sur le coronavirus pour faire valider l'utilisation du fameux article 49-3 pour imposer, sans débat parlementaire, son projet de réforme des retraites en discussion à l'Assemblée nationale.

Si l'utilisation du 49-3 n'est pas une surprise, le timing l'est plus ! À aucun moment, ni avant le Conseil, ni à sa sortie, l'annonce n'aura été faite. Il aura fallu attendre la séquence à l'Assemblée nationale en fin d'après-midi pour découvrir que le candidat aux municipales du Havre, Edouard Philippe, avait décidé de couper court au débat parlementaire.

Macron et son gouvernement, après avoir fait le choix de ne pas écouter les travailleurs, les syndicats majoritaires, le Conseil d'État, dénie tout débat à l'opposition politique.

Après avoir tenté d'étouffer le mouvement social par la violence dans les manifestations et par la répression des militants syndicaux avec l'aide du patronat, c'est maintenant le débat parlementaire qu'ils veulent bâillonner.

Le régime politique français est devenu une monarchie présidentielle : si le président est élu par

le peuple (ou plutôt une petite partie du peuple vu le niveau de l'abstention), il s'arroge le droit de gouverner contre le peuple tel un monarque de l'ancien régime.

Depuis le début de ce combat, la FNIC-CGT et ses syndicats sont opposés au projet de loi visant à instaurer un système de retraite par points. Ce système n'a pour vocation que de rallonger la période de cotisation (départ à 64 ans, 65 et plus) et baisser le niveau de pension en le calculant sur une carrière complète et avec une valeur de point inconnue.

Mais nous sommes aussi opposés aux méthodes utilisées, la répression dans les manifestations, les violences policières, la répression syndicale et maintenant, la suppression du débat politique. Ce gouvernement n'a aucune légitimité, il faut l'abattre lui et sa réforme.

Face à l'autoritarisme politique, la lutte des travailleurs, retraités, chômeurs et jeunes s'impose. C'EST LA SEULE VOIE POUR NOTRE DIGNITÉ ET GAGNER CONTRE UNE RÉFORME DE RÉGRESSION SOCIALE.

AMPLIFIONS LES LUTTES ENGAGÉES, ENGAGEONS-NOUS TOUTES ET TOUS DANS LA RIPOSTE SOCIALE !

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
À PARTIR DU 3 MARS**